

SMIRTOM DU SAINT-AMANDOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS BUREAU SYNDICAL du 26 novembre 2013

L'an deux mil treize, le 26 novembre à neuf heures trente, le bureau syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, président.

Date de la convocation : 18 novembre 2013

Nombre de membres : Nombre de membres : 13

Présents : 10

Pouvoir : 0

Absents, excusés : 3

Présents

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : Monsieur Bernard JAMET

COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER: Messieurs Christian FAUCHER, Jean GUILLOT

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS: Messieurs Michel POUILLARD, Olivier HURABIELLE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES: Monsieur Dominique DUBREUIL

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Richard KOWALYSZIN

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : Messieurs Robert BELLERET, Thierry PORIKIAN

COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : Monsieur André THOMAZON

Absents, excusés

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Michel MONSEAU

SIVOM SANCERGUES SAINT MARTIN DES CHAMPS : Monsieur Jean- Luc CHARACHE

COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE : Monsieur Régis DU FAYET DE LA TOUR

BUREAU SYNDICAL
SMIRTOM DU SAINT AMANDOIS

Séance du 26 novembre 2013

Délibération n° 2013-DB00019

DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES

Le document unique d'évaluation des risques est la transposition, par écrit, des risques imposés à l'employeur par le code du travail.

La collectivité s'engage dans une démarche de réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels avec le Fond National de Prévention.

Celui-ci est susceptible d'apporter une participation financière pour la réalisation de ce document et la mise en œuvre des recommandations contenues dans celui-ci.

Pour une collectivité dont l'effectif est compris entre 1 et 50 agents, le montant maximal est de 8 000 €.

Considérant que le syndicat a réalisé le document unique d'évaluation des risques,

Qu'il a été transmis au Centre de gestion du Cher,

Après en avoir délibéré, le bureau syndical autorise le président à solliciter et à percevoir la participation du Fonds National de Prévention.

La délibération est votée à l'unanimité.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le président,

Bernard JAMET